

Le Petit confiné

N°6 - Janvier/Mars 2021

Chère-s Ami-e-s,

Il y a un an, la crise mettait en lumière celles et ceux usuellement appelé-e-s les « première-s de corvée » : les infirmier-e-s, les technicien-ne-s de surface, caissier-e-s, les éboueurs, e s,.... **Tous ces métiers invisibilisés étaient soudain reconnus au grand jour, comme « essentiels » au bon fonctionnement de notre société.**

A l'époque, « nous » avons eu peur pour nos aîné-e-s et parfois même pour les plus fragiles. La pandémie remettait en lumière des milliers de « sans » (sans-abris, sans-papiers,) pour lesquels nous ne pouvions plus faire comme s'ils n'existaient pas puisque nos sorts semblaient soudainement à nouveau liés.

A l'époque, nous avons même senti un certain soubresaut, un emballement autour de l'idée qu'il fallait construire une « AUTRE » société et enfin revaloriser les gens déconsidérés.

Aujourd'hui, l'effet de choc semble s'être dissous en nous laissant un goût amer en bouche... Preuve en est la proposition indécente d'augmentation salariale de 0.4% dans le cadre de l'AIP (Accord InterProfessionnel).

Ce mauvais goût nous laisse penser que les conséquences sociales et

psychologiques de cette crise ont été négligées. Et cela, nous le voyons tous les jours en constatant les dégâts de la mise à l'arrêt de secteurs considérés comme « non essentiels » dont l'éducation permanente fait partie.

C'est dans ce contexte que nous devons faire entendre notre voix. Pas celle d'une corporation supplémentaire qui manifeste son mécontentement.

Celle d'un Mouvement qui, fort de ses organisations, de ses membres – stagiaires – apprenant-e-s, de son expertise tirée de son travail d'éducation permanente, est légitime pour interpellier le politique et peser pour la mise en place urgente de solutions qui permettent de retrouver le sens du mot « collectif ».

Comme vous pourrez le lire dans ce 6^{ème} numéro du Petit confiné, les semaines et mois à venir s'annoncent foncièrement engagés.

Que ce soit dès ce lundi 29 mars avec la grève nationale liée à l'AIP, dans les ateliers organisés par nos organisations d'éducation permanente ou encore dans le cadre de la pétition « We are Belgium too », nous serons et resterons mobilisés pour construire cette « société d'après » à laquelle nous aspirons tant.

Valérie SKA,
secrétaire provinciale du MOC Namur



P1
Edito

P2
Rencontre avec Guillaume Lohest
(Président des Équipes Populaires)

P5 – 6
Espaces solidaires

*We are Belgium too : pétition
Les communes hospitalières*

P6 – 7
L'actualité

*Grève nationale - CSC
La semaine sociale du MOC*

P8
Agenda

FOCUS SUR LES ÉQUIPES POPULAIRES

Les Équipes populaires ont un nouvel entraîneur



Ce n'était pas nécessairement prévu dans son plan de carrière, mais après que son nom a été plébiscité par 7 des 9 régionales du mouvement, le Namurois Guillaume Lohest a été choisi pour présider les Équipes Populaires en succédant de Paul Blanjean. Il assurera la cohésion globale du mouvement et représentera celui-ci à l'extérieur, notamment en tant que porte-parole politique. Nous en avons profité pour lui poser quelques questions sur sa vision des Équipes Populaires, de l'éducation permanente et... du monde en général.

Au moment où l'on se parle, comment décrirais-tu les Équipes Populaires, que ce soit en termes d'actions, d'axes de travail, voire de vision du futur ?

Aux Équipes, on n'a pas de sujet central de travail. Chez nous, l'éducation permanente est la finalité-même du mouvement. Ce qui est important, c'est l'existence du groupe et l'interaction des points de vue au sein de celui-ci. La dernière décennie a été marquée aux Équipes Populaires par un grand renouvellement des publics suite au décret de 2003. Maintenant, il y a une très grande diversité de groupes, de projets et de modes de fonctionnement. On a développé une culture du partenariat avec les CPAS, les maisons de quartier, etc. Tout en veillant à garder une certaine liberté d'action. Pour le moment, on a des groupes qui font du théâtre-action, d'autres qui portent des revendications sur le logement, d'autres encore qui se penchent sur des questions de consommation quotidienne ou sur la thématique de la transition. Je crois qu'on est dans une société qui bascule dans une nouvelle époque, avec trois enjeux fondamentaux où il est important de faire vivre les débats par les gens et pour les gens : **la démocratie, l'écologie et le numérique**. Si on ne prend pas le bon wagon, on risque de faire face à des décisions

centralisées, technocratiques, bureaucratiques. On doit partir de ce qui touche les gens - y compris leur ras-le-bol - mais sans verser dans la démagogie ou le populisme. Respecter la base, le terrain, ce n'est pas aller exclusivement dans son sens.

Comment situes-tu les Équipes Populaires au sein du MOC ?

On est à la fois dedans et indépendant. Le MOC est une sorte d'écosystème. Naturellement, nos partenariats se font surtout avec Vie féminine et les CIEP Locaux. A un niveau plus global, je suis persuadé que le MOC est plus que la somme de ses composantes. Je le vois comme une sorte de mini-société, confrontée à beaucoup d'enjeux, parfois contradictoires entre les parties prenantes du mouvement. C'est une chance parce que de ce fait, c'est une sorte de mini-laboratoire d'où sortent des propositions qui ont déjà intégré une partie des tensions qui traversent la société d'aujourd'hui. Ce dialogue entre les composantes du MOC permet d'aboutir à quelque chose d'assez riche. Mais on doit encore travailler cet aspect selon moi.

Quel bilan tires-tu à chaud de ce qu'on vit depuis presque un an ?

Aux Équipes Populaires, on est aussi un peu le nez dans le guidon. La question qu'on se pose, c'est comment allons-nous recommencer, rassembler ? Est-ce que les publics avec lesquels on travaillait seront toujours là, est-ce qu'ils vont se remettre en route dans des projets qui ont été mis en pause pendant un an ? Mais c'est sûr que l'épisode covid a remué tout le monde et qu'il y a une attente de sens plus grande qu'avant la crise. Les gens comprendront sans doute mieux ce qu'on leur veut avec des grandes questions politiques parce qu'ils-elles auront vu à quel point elles se sont imposées et à quel point elles ont un impact sur le

concret de l'existence. Il faut aussi reconnaître que cela a sans doute ré-augmenté le manque de confiance que les gens ont envers le politique et les institutions. Pour partir de ces indignations, de ces colères sans que cela ne verse dans une sorte de *trumpisme*, le rôle des associations d'éducation permanente est encore plus important.

Tu as vu « Ceci n'est pas un complot » ? Si oui, qu'en as-tu pensé ?

Cela n'engage que moi, mais en résumé, je trouve que c'est du complotisme de qualité. La suspicion globale qui est alimentée par ce documentaire - qui est d'une qualité supérieure à celle d'autres films comme *Hold-up* - ça ne rend pas service parce que les gens qui sont dans le flou, dans la révolte, en colère, ça les aide à décomplexer une vision du monde qui oppose des groupes homogènes alors que ce n'est pas la réalité. Il y a plein de tensions dans le milieu politique et dans les médias ! Faire des blocs, c'est prendre des libertés avec le réel. Mais ça a tellement bousculé les choses que la RTBF a cru bon de réagir et de faire une forme d'auto-critique... Même nous, on peut se demander comment un film comme ça ramasse des adhérent-e-s par centaines de milliers, alors qu'on rame pour attirer du monde. On doit se demander comment capter la colère et le ras-le-bol des gens. Mais nous, on ne peut pas se contenter de faire des insinuations. Il y a peut-être moyen de partir de ça pour aller vers les gens qui ont été séduits en menant un travail de déconstruction, patiemment.

Justement, toi qui as écrit un ouvrage sur la démocratie et le populisme, quel regard est-ce que tu jettes sur le mouvement de constitution d'assemblées ou de panels citoyen.ne.s ?

Une nouvelle fois, je m'exprime à titre personnel. C'est intéressant dans l'expérimentation de renouvellement de dispositifs qui sont restés rigides depuis la révolution française. Mais j'avoue que j'ai un doute énorme. Pierre Rosanvallon a eu une formule qui me marque assez fort en disant que la démocratie n'est pas seulement un régime de décision ou de délibération, mais que c'est aussi une forme de société, celle des égaux en droits et en possibilité de réaliser ces droits. J'ai l'impression que cette multiplication d'assemblées, de panels, de tirages au sort, c'est un peu remuer des moulins à vent. C'est compliqué et énergivore et j'ai

l'impression qu'on n'aboutit pas spécialement à des décisions ou à des mesures différentes. On leur donne juste un peu plus de légitimité. J'invoquerais aussi le concept d'effondrement des sociétés complexes développé par Tainter. Il a montré que quand les sociétés accumulent trop de complexité pour coller au plus près des situations, des injustices, des droits, cela coûte trop cher en énergie, matériellement, et ça amène les sociétés à s'effondrer. Donc, je ne suis pas sûr qu'on a les moyens de développer l'ultra-complication. Mais je ne suis pas contre, j'ai un doute sur le fait que ce soit ça qui soit décisif.

Par contre, si on prend la démocratie comme une forme de société des égaux, j'ai l'impression qu'on l'améliorera plus directement et efficacement si simplement on réduit les écarts de richesses et d'accès aux ressources, aux droits. Pour moi, c'est un raccourci plus simple d'améliorer la forme de société et pas de tout concentrer sur les processus de choix, de votes, de délibération,... Je crois que, mécaniquement, on gagnerait à voir la démocratie comme une forme de société.

Son parcours

Après des études de littérature romane, Guillaume a été pendant un an et demi permanent à l'AG des étudiant-e-s à Louvain-la-Neuve, un rôle de représentation qui avait déjà une portée politique. Après un passage par le monde académique (professeur de français et d'espagnol), il a travaillé à Nature et Progrès où il était chargé de collecter auprès des bénévoles des savoirs pratiques pour les consigner dans des livres à destination du grand public. Là, il a découvert l'éducation permanente, ce qui l'a amené dans les rangs des Équipes Populaires.

Un parcours varié avec comme liant, qu'il est toujours question de sens, de mots, de culture. Il est en outre question de lier des expressions qui remontent du terrain avec les valeurs du mouvement.



Vous trouverez le texte complet de l'interview sur le site du CIEP-MOC : <http://www.ciepmocnamur.be/>

Interview de Jean-François Rasschaert
Animateur CIEP

Signer la pétition

Comme vous l'avez sans doute déjà vu, la campagne pour la régularisation des sans-papiers **We Are Belgium Too** a été lancée le **mercredi 10 mars** dernier par le Mouvement Ouvrier Chrétien, la Coordination des sans-papiers de Belgique, Sans-Papiers TV et plus de 50 autres associations.

Cette campagne vise à montrer que la situation que vivent les personnes sans-papiers en Belgique préoccupe les citoyen-ne-s belges : qu'est-ce que la société d'accueil, notre Belgique, propose réellement à ces personnes qui ont construit parfois depuis de nombreuses années une vie ici avec une famille, un travail, des ami-e-s et qui sont à ce point invisibilisées et laissées -pour-compte.

Le Mouvement Ouvrier Chrétien a à cœur de soutenir la cause de ces personnes vulnérables et les personnes sans-papiers occupent son attention depuis de nombreuses années. Voilà pourquoi après de récentes mobilisations n'ayant pu aboutir en 2020, le MOC relance une action forte de pétition qu'on vous invite à soutenir et diffuser largement.

L'objectif est de récolter 150.000 signatures symbolisant le parrainage des

150.000 personnes supposées sans-papiers en Belgique. Chaque soutien compte !

En signant la pétition, les citoyen-ne-s demandent la régularisation des personnes sans-papiers qui se trouvent en Belgique sur base de **critères clairs et permanents** fixés dans la loi de 1980 ainsi que la création d'une **commission de régularisation indépendante** qui examinerait les demandes au cas par cas.

Un certain nombre d'actions dans l'espace public et de publications sur les réseaux sociaux vont avoir lieu pendant plusieurs semaines dans le cadre de cette campagne. Nous ne manquerons d'ailleurs pas de vous tenir au courant de l'action qui se prépare sur notre territoire.

**Lettre ouverte
des personnes
sans-papiers
à leurs
voisin·e·s**



Pour plus d'informations

<https://www.wearebelgiumtoo.be/>

Pour soutenir et participer

Notre future action (province de NAMUR)
Virginie DELVAUX (MOC – CIEP)
virginie.delvaux@lilon.be

Virginie Delvaux
Coordinatrice du CIEP

ESPACES SOLIDAIRES

Commune hospitalière



Etre une « Commune hospitalière », ça veut dire quoi ?

La commune hospitalière, s'engage sur trois points fondamentaux :

1. Sensibiliser la population sur les migrations et l'accueil de l'autre ;
2. Améliorer l'accueil et le séjour des migrants dans le respect des droits humains ;
3. Montrer sa solidarité envers les communes européennes et les pays confrontés à un accueil de nombreux migrants.

Le respect des personnes humaines et la défense de leurs droits fondamentaux fait partie de l'ADN historique des mouvements ouvriers. C'est donc avec conviction que le MOC de la province de Namur, associé au CAI et au CNCD 11.11.11. a mené un travail de mobilisation citoyenne au niveau de l'entité de Ciney afin d'interpeller le conseil communal pour qu'il déclare Ciney « commune hospitalière ». Une fois le principe acté par les élu-e-s locaux-ales, différent-e-s intervenant-es du territoire (associations, citoyen-ne-s, élu-e-s, forces de l'ordre,...) se sont réuni.e.s pour adapter le texte de la motion de base proposée par le CNCD 11.11.11. aux réalités locales. L'adoption de la motion fin décembre marque le début d'un travail de longue haleine qui sera mené par les différentes parties prenantes en vue de garantir un accueil digne et une politique humaine pour les personnes en exil qui passeront ou s'installeront à Ciney et ses villages. Cela renforcera des choses déjà proposées sur le territoire comme des cours de FLE via la Maison citoyenne ou de la sensibilisation aux phénomènes d'exil par le Centre culturel local.

Mais dans la capitale du Condroz on n'a pas attendu l'adoption de la motion pour faire preuve d'Humanité.

Pendant le premier confinement, Frédéric Deville, le maire cinacien, a décidé d'autoriser l'ouverture de gîtes privés pour mettre à l'abri des personnes migrantes qui sans cela auraient dû vivre dans l'espace public se mettant (et mettant d'autres personnes) en danger en ces temps de pandémie.

Parallèlement à cet accueil privé, la province de Namur - qui s'est aussi déclarée hospitalière - s'est aussi montrée solidaire en mettant à disposition des logements qui lui appartiennent à Chevetogne. Enfin, tout récemment, une bâtisse liée à l'histoire cinacienne du MOC a été mise à disposition au centre-ville par les autorités ecclésiastiques pour accueillir des personnes souhaitant demander l'asile en Belgique.

Si vous pensez que votre commune pourrait participer à cet élan de solidarité et d'humanité et que vous êtes prêt-e-s à vous investir dans la démarche, n'hésitez pas à contacter le MOC Namur par mail (moc.namur@lilon.be) pour voir s'il est possible de lancer une dynamique.

Mais vous pouvez aussi vous impliquer en donnant un coup de main ou en récoltant des vivres, des vêtements,... pour les personnes en exil. C'est aussi possible dans d'autres endroits de la province comme Gembloux, Spy, La Bruyère, Rochefort (via la Cantine famennoise où Paul Malet, militant MOC de longue date, est très actif) ou la Basse-Sambre où des collectifs d'aide aux personnes migrantes existent.

MAtéle : Questions-réponses (Facebook live)

La télévision locale de l'arrondissement de Dinant, MAtéle, va consacrer un live facebook le **30 mars à 18h** pour répondre aux questions classiques que les gens se posent par rapport à la présence de personnes migrantes sur notre territoire.



Pour en savoir plus sur

- ◆ les motions communes hospitalières : <https://www.communehospitaliere.be>
- ◆ la cantine famennoise : <https://rochefortentransition.org/?CantineF>
- ◆ les plateformes citoyennes <https://www.facebook.com/groups/1423217604466238/> et <https://www.facebook.com/groups/141228029923426>

Jean-François Rasschaert
Animateur CIEP

ACTUALITÉS DANS NOS ORGANISATIONS

CSC Namur-Dinant

CSC NAMUR – DINANT
CHÉE DE LOUVAIN 510, 5004 BOUGE
081 / 57 99 57
[HTTPS://WWW.LACSC.BE/CSC-NAMUR-DINANT](https://www.lacsc.be/csc-namur-dinant)



Depuis le 15 mars 2021

Réouverture progressive de certains centres de service chômage et permanences syndicales.



29 mars 2021 - Grève nationale liée à l'AIP

Le 29 mars, la CSC en front commun avec la FGTB se mobilise pour valoriser les travailleurs et leurs droits.

Le dialogue avec les employeurs sur l'évolution des salaires est devenu très difficile. Nous souhaitons un accord interprofessionnel (AIP) pour 2021 et 2022 qui bénéficierait à TOU.TE.S les travailleurs et travailleuses en améliorant leurs conditions de travail. Nous refusons la proposition d'une augmentation salariale de 0,4%, cela représente à peine 6 euros bruts par mois pour les salaires les plus bas !!! Des miettes alors que certains secteurs ont engrangé les bénéfices pendant la période de crise !

Différentes actions de grève et piquets seront organisés au niveau national. D'autres actions auront sans doute lieu dans le courant du mois d'avril.



Distribution de gazettes « Salaires »

En appui de la grève nationale du 29/03 et toujours dans le cadre de la défense de l'AIP (Accord Interprofessionnel), nous avons distribué des gazettes au sein des entreprises et via nos militant-e-s et membres du personnel afin de conscientiser chacune et chacun sur l'évolution très faible des salaires.



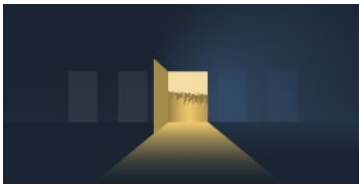
Voici la version électronique de la gazette :

https://www.lacsc.be/docs/default-source/acv-csc-docsitemap/3980-actualiteit-actualite/3985-campagnes--campagnes/ipa/loonkrant_fr.pdf?sfvrsn=80ca48c0_4

SUITE

99^e Semaine sociale Wallonie-Bruxelles Obscurité et lumières : extrême-droite, démocratie, Mouvement social

Jeudi 15 et vendredi 16 avril 2021



Le succès électoral grandissant des populismes simplificateurs et de l'extrême-droite singulièrement, témoigne d'une crise profonde de la démocratie. Se nourrissant des fractures sociales multiples creusées par les politiques néolibérales, l'extrême droite part à la conquête du pouvoir, au nom d'un mythique Peuple, uni et uniforme.

Pour résister et reconstruire un projet collectif qui concerne le plus grand nombre, il faut repartir de cette multiplicité de fractures qui brisent la société. Comment l'extrême-droite capitalise-t-elle sur cette considérable souffrance sociale ? Quelles stratégies déploient aujourd'hui ces partis pour conquérir les esprits et le pouvoir ? Et quelles seront celles du MOC pour se saisir, avec les populations, de l'ambition d'un projet démocratique, égalitaire, écologique et solidaire renouvelé ?

Pratiquement

La participation est gratuite mais il vous est conseillé de vous inscrire sur le site du MOC . Vous recevrez la veille de l'événement par mail et/ou sms un lien de connexion sécurisé (*attention, il se peut qu'il arrive dans votre courrier indésirable*).

Personnes de contact

Lysiane Mettens - lysiane.mettens@ciep.be

Elise Blondel - info@ftu.be

N'hésitez pas à diffuser cette invitation autour de vous.

Et à visiter le site dédié aux Semaines sociales :

www.semainesociale.be

MOC

WOC

Les intervenant.e.s

Dominique DECOUX

Secrétaire générale du MOC

Pierre GEORIS

Sociologue et chercheur associé à la FTU

Valérie IGOUNET

Historienne, autrice de « l'illusion nationale »

Gaëlle DEMEZ

Responsable nationale Femmes CSC et CSC Seniors

Bernadette SCHAECK

Association de défense des allocataires sociaux – ADAS

Serge JACQUINET

Coordinateur des services sociaux francophones et germanophones de la Mutualité chrétienne

Fatima ZIBOUH

Doctorante en sciences politiques et sociales

David PRAILE

Coordinateur du Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat – RWDH

Renaud MAES

Docteur en sciences sociales et politiques, rédacteur en chef de La Revue Nouvelle

Benjamin BIARD

Docteur en sciences politiques et chercheur au CRISP

Renato PINTO

Coordinateur régional à Action Vivre Ensemble

Guillaume LOHEST

Auteur de « Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu »

Adrien ROUX

Alliance citoyenne à Grenoble

Eléonore MERZA BRONSTEIN

Vie Féminine

Afroditi MARAVELAKI

Coordinatrice FLE et militante

Franck GAUDICHAUD

Maître de conférences en civilisation latino-américaine

Marc MAESSCHALCK

Philosophe, directeur du Centre de philosophie du droit, UCLouvain

Ariane ESTENNE

Présidente du MOC



Des marches (+/- 5 kms)

Pour les femmes afin de rester en forme, se renforcer et rester en lien

Andenne 1x / mois
Basse-Sambre tous les jeudis de 10h00 à 11h30 :
Florennes 1x /mois (mercredi ou jeudi) de 10h00 à 11h30
Namur tous les vendredis de 10h00 à 11h00

Infos et inscriptions

0478/79.43.75 - Clémentine
 0470/61.43.21 - Marie
 0470/61.43.21 - Marie
 0478/79.44.28 - Dominique



Droit CPAS

Ne laisse pas tomber tes droits

LES LUNDIS DE 9H30 À 12H - *séance en ligne*

Partage d'expériences sur nos droits, la compréhension des procédures, des décisions, des notifications

Intervenante : **Bernadette Schaeck** de l'ADAS
 (Association de Défense des Allocataires)

Inscriptions obligatoires

EQUIPES POPULAIRES

0488/47.66.15

VIE FÉMININE

0493/69.82.66



Atelier Logement à Philippeville

LES JEUDIS 1ER — 8 — 15 — 22 AVRIL

Recherche de logement
 Conseils juridiques
 Soutien dans les démarches
 Accès gratuit : internet - téléphone
 Dossier pour logements sociaux

Uniquement sur rendez-vous

EQUIPES POPULAIRES

Giuseppe : 0488.47.66.15

POUR LE PCS

Muriel : 071/66.00.80



Parcours Street Art - Namur

MERCREDI 21 AVRIL À 10H

Circuit guidé et commenté à la découverte des fresques peintes sur les murs de la ville de Namur

Infos et inscription

VIE FÉMININE

Dominique : 0478/79.44.28